

SUISSE

Un stop à Dublin clamé à Berne

Samedi à Berne, près de 1000 personnes se sont rassemblées sur la Place fédérale pour dénoncer les renvois forcés vers la Croatie.

DIMANCHE 5 FÉVRIER 2023 EVA LOMBARDO



venue appuyer une pétition de 6500 signatures déposée en décembre. KEYSTONE

MIGRATION Des lettres noires et épaisses sur fond jaune. «Stop Dublin». C'est ce qu'affichaient des dizaines de pancartes, brandies devant le Palais fédéral ce samedi. Près de mille personnes ont manifesté contre les renvois de demandeur·euses d'asile vers la Croatie. Au pied de la Coupole, beaucoup ont pris la parole pour dire leur colère et témoigner des discriminations subies. Face aux nombreux récits récoltés faisant état des violences systémiques de l'Etat croate, des centaines d'exilé·es menacé·es d'expulsion vers la Croatie s'organisent depuis plusieurs mois, avec le soutien des collectifs Droit de Rester de Suisse romande et du collectif bernois Migrant Solidarity Network.

Les manifestant·es demandent au Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et au Conseil fédéral de stopper immédiatement tout renvoi vers la Croatie. En décembre, une pétition munie de 6500 signatures soutenant cet appel a été déposée à Berne.

La particularité de cette manifestation? C'est l'une des plus importantes mobilisation de migrant·es en Suisse. Venu·es de camps d'asile des quatre coins du pays, «ils et elles ont pu venir grâce à des dons solidaires», a indiqué Solidarité sans frontières dans un communiqué.

Sous les masques, la douleur

La plupart des manifestant·es portent un masque anti-Covid. Non pas par crainte des virus, mais d'être reconnu·e. «Le gouvernement burundais a annoncé qu'il allait arrêter tous ceux qui ont fui le pays. Si on voit mon visage et qu'on m'identifie, je me ferais tuer», explique Hana (prénom d'emprunt). Débutée deux fois au niveau fédéral, la mère de famille va être renvoyée d'ici quelques semaines. Avec ses trois enfants et son mari, elle a passé les huit derniers mois dans un centre d'accueil fédéral en Suisse alémanique. «Mes enfants ne peuvent pas aller à l'école, il n'y pas d'endroit pour qu'ils puissent jouer», déplore-t-elle. La mère de famille a fui le Burundi en 2015 car le gouvernement a menacé de la tuer. «Je faisais partie d'une organisation non gouvernementale qui se bat pour les droits des femmes. Quand j'ai reçu des menaces de mort, je n'ai pas hésité: j'ai quitté le pays.»

«Les policiers croates nous ont violentées de toutes les manières possibles» Hana*

Pour rejoindre l'Europe, Hana, comme beaucoup d'autres, est passée par la Croatie. Là-bas, elle a été forcée de donner ses empreintes digitales. Elle raconte la violence et l'humiliation subie dans ces centres. «Les policiers croates nous ont violentées de toutes les manières possibles», confie Hana. Elle ajoute: «Le SEM nous laisse le choix entre le Burundi ou la Croatie, mais nous oblige à partir. C'est inhumain.»

«Un formalisme excessif»

En cause, ce qu'on appelle «le règlement de Dublin». Un accord signé par tous les pays de l'UE et de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Le principe? Lorsqu'un·e migrant·e atteint l'Europe, ses empreintes digitales sont relevées dans le pays d'arrivée. Si sa demande d'asile est déposée dans un autre pays, en Suisse par exemple, et qu'elle est refusée, le ou la demandeur·euse d'asile sera renvoyé·e, soit dans son pays d'origine, soit sur le premier sol foulé en Europe.

Sophie Guignard, secrétaire générale de Solidarité sans frontières et membre bénévole de Droit de rester Fribourg, se dit révoltée par la situation. «Plutôt que de renvoyer les migrants, la Confédération doit sortir de son formalisme excessif», affirme-t-elle. Avant de poursuivre: «Les Accords de Dublin prévoient une clause de souveraineté, qui est discrétionnaire. Le SEM peut l'actionner sans devoir rendre de comptes à personne mais il ne le fait pas.» Ladite clause permet à un Etat de renoncer au transfert d'un·e requérant·e d'asile vers le pays responsable et de traiter lui-même la demande.

Ecrire aux autorités cantonales ou au SEM, lutter sur les réseaux sociaux, relayer les revendications:
Sophie Guignard affirme d'un ton ferme que la lutte va continuer ces prochains mois.

SUISSE EVA LOMBARDO MIGRATION
